

À propos de quelques transformations récentes de Montréal : de la ville « tentaculaire » à la métropole québécoise

Mario Polèse

Volume 14, Number 2, October 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017989ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017989ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Polèse, M. (1985). À propos de quelques transformations récentes de Montréal : de la ville « tentaculaire » à la métropole québécoise. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 14(2), 129–134. <https://doi.org/10.7202/1017989ar>

À propos de quelques transformations récentes de Montréal : de la ville «tentaculaire» à la métropole québécoise

Mario Polèse

Nous profitons de cette rubrique pour livrer quelques réflexions personnelles inspirées de quinze années de recherches menées à l'INRS-Urbanisation sur l'économie de Montréal et des régions québécoises. Nous nous référerons souvent aux travaux effectués à l'INRS; le lecteur ne trouvera cependant pas dans ce texte une revue exhaustive des travaux de l'INRS-Urbanisation sur la région de Montréal.

La fin de la ville tentaculaire

«It appears as chaos; it seems impossible to give form and order to this endless sprawl»¹

Au début des années soixante-dix, comme la plupart des grandes métropoles nord-américaines, Montréal² présentait l'image au moins potentielle d'une ville tentaculaire dont la croissance désordonnée paraissait difficilement stoppable. Lithwick (1970), dans son rapport pour la SCHL, estimait à 6,3 millions d'habitants la population de la région métropolitaine de Montréal en l'an 2001. L'INRS (1972) avançait le chiffre de cinq millions. Quelques années plus tard, Dansereau et Foggin (1976) parlaient toujours «d'éclatement» à propos du développement spatial de l'agglomération montréalaise, tandis que Thibodeau (1976) insistait sur les effets néfastes de l'expansion suburbaine pour l'agriculture. Polèse et Thibodeau (1976, 1977) évoquaient les effets possibles de «drainage» exercés par la métropole sur les zones avoisinantes et sur les autres régions du Québec. Vers cette époque, une importante équipe de chercheurs s'est formée à l'INRS-Urbanisation pour examiner la dynamique de la formation des nouveaux espaces résidentiels, les «NER» (voir notamment Dansereau et Fortin, 1979; Divay et Gaudreau, 1984).

Au Québec comme ailleurs, les premières études urbaines ont souvent été motivées par le besoin de comprendre et de maîtriser l'urbanisation. Il n'est pas utile ici de refaire

l'histoire des origines de l'expansion urbaine (révolution industrielle, introduction de l'automobile, etc.), sauf pour rappeler qu'elle se situait au coeur de la «problématique» urbaine québécoise des années soixante-dix, telle qu'elle était véhiculée par un nombre important de chercheurs. Au Québec, cette problématique avait d'autant plus d'acuité que l'urbanisation était très fortement concentrée dans une grande agglomération aux allures tentaculaires, Montréal, qui faisait figure à plusieurs égards d'un corps étranger au milieu d'une campagne québécoise homogène.

La dernière décennie marque donc un tournant, dont il est difficile d'exagérer l'importance. Termote (1984) parle de désurbanisation au Québec. De 1971 à 1981, la population urbaine de la province n'augmente plus que de 2,7 % (comparativement à 23,5 % pour la décennie précédente), tandis que la population classée comme rurale connaît une augmentation de 23,8 %, comparativement à un recul de 12 % au cours de la décennie précédente (Termote et Mongeau, 1982). Au delà des problèmes d'interprétation que posent ces statistiques, on est nettement en présence d'une rupture de tendances. Lamonde, Ledent et Polèse (1984), dans un travail effectué pour la Communauté urbaine de Montréal, prévoient pour la région métropolitaine une population d'environ trois millions d'habitants en l'an 2001 (selon le scénario le plus optimiste), soit une croissance démographique proche de zéro. Depuis 1971, le reste du Québec connaît un taux d'augmentation de sa population supérieur à celui de la région montréalaise. Thibodeau (1984) parle maintenant d'une «urbanisation mieux contenue» et d'une «agriculture qui se régénère». Il est possible de mettre ce résultat sur le compte du nouveau contexte législatif instauré au Québec par la loi 90 sur le zonage agricole et la loi 125 sur l'aménagement du territoire. Divay et Gaudreau (1982), parlant du cadre politique et institutionnel, soulignent que le développement de l'agglomération de Montréal s'inscrit effectivement dans un nouveau contexte. Il reste toutefois que les récentes tendances au ralentissement démographique et à la stabilisation du périmètre urbain sont beaucoup trop nettes pour qu'on puisse les attribuer aux seules politiques. Mathews (1984) n'exagère pas lorsqu'il parle du «choc démographique» qui aura pour conséquence de modifier fondamentalement les données de base de l'urbanisation au Québec et dans le reste du Canada. Des

*Nous tenons à remercier notre collègue, Johanne Archambault, de sa collaboration.

tendances analogues sont observées dans tous les pays industrialisés. Dans le cas de Montréal, la transition démographique, conjuguée à la hausse des revenus des ménages, a également eu pour conséquence de modifier la «problématique» résidentielle. Ainsi, Mathews pouvait écrire en 1983 que «le nombre net de nouveaux logements (avait) largement dépassé le nombre net de nouvelles familles», tout en observant que la proportion des ménages propriétaires était passée de 35 % en 1971 à 42 % en 1981 pour la région de Montréal.

Nous sommes donc loin de la ville tentaculaire à croissance démesurée, et réussissant difficilement à loger ses habitants. Dans l'espace de peu de temps, dix ans à peine, la perception de la réalité montréalaise s'est sensiblement transformée. On parle aujourd'hui des enjeux sociaux de la décroissance et de la reconquête des quartiers anciens (Dansereau, 1983, 1984). Ce qu'il faut surtout retenir cependant, c'est que l'évolution de Montréal sur ce plan ne lui est pas particulière; elle ne fait que suivre le modèle des autres grandes villes occidentales. Examinons, à titre d'exemple, l'évolution récente des structures économiques (Lamonde et Polèse, 1984). Au cours de la décennie 1976-1977, les cinquante plus grandes régions métropolitaines des États-Unis (les SMSA) ont perdu 6,6 % de leur emploi manufacturier; les régions les plus urbanisées de la Communauté économique européenne ont également connu un déclin de leur emploi manufacturier (-6,0 %) au cours de la période 1973-1979. Une tendance analogue s'amorce pour les plus grandes villes japonaises. La grande époque de l'industrialisation et de l'urbanisation semble effectivement résolue, du moins pour les pays les plus développés. Par comparaison avec les autres grandes métropoles occidentales, Montréal est soumise à une tendance à la «désindustrialisation» moins prononcée; l'emploi manufacturier y a connu une certaine croissance au cours de la période 1971-1981 même si c'est le secteur tertiaire qui, comme partout ailleurs, fournit la majeure partie des nouveaux emplois.

Il n'est pas utile de s'arrêter ici sur l'origine des transformations récentes qui caractérisent les grandes villes occidentales, sauf pour rappeler que Montréal reste, dans ses grands traits, fidèle au modèle général. Mais elle a un caractère particulier : le passage de l'époque de la croissance urbaine à l'époque actuelle s'est accompagné, comme nous le verrons, d'un changement fondamental de la position de la métropole à l'intérieur de l'ensemble de la société.

La naissance d'une métropole québécoise

Toute métropole est en principe la place centrale, le creuset où interagissent les populations et les idées, le pôle de développement d'un territoire beaucoup plus vaste. Ce rôle exige une intégration, tant économique que sociale, de la métropole et de l'espace qui l'entoure, une certaine identification des régions à la métropole. Montréal avait jusqu'à très récemment la particularité d'être à la fois la

métropole du Québec et la plus grande ville du Canada. Au recensement de 1976, il s'est confirmé que la population de la région torontoise avait dépassé celle de Montréal. Les deux villes se trouvaient déjà en concurrence pour la maîtrise de l'espace économique canadien. Il n'est pas nécessaire de faire état des études multiples qui analysent les causes du déclin relatif de Montréal par rapport à Toronto; il suffit de rappeler que Toronto s'est nettement imposée comme premier centre des affaires au Canada. En termes économiques, la prééminence de Toronto était déjà manifeste au début des années soixante-dix (Polèse et Stafford, 1982), même si cette réalité ne se reflétait pas nécessairement dans la perception populaire.

Montréal était en perte de vitesse par rapport à Toronto, mais les autres régions québécoises se sentaient toujours en déficit vis-à-vis de Montréal. Les premières grandes interventions de l'État québécois en matière de planification régionale se sont en quelque sorte faites «contre» Montréal, dans le but, justement, de rétablir l'équilibre entre les régions et la métropole envahissante. De plus, on pouvait se poser des questions sur la nature des liens économiques entre Montréal et le reste du Québec. Montréal remplissait-elle effectivement le rôle de pôle de développement, ou s'agissait-il plutôt d'une agglomération mal reliée aux autres régions ? C'est au rapport «HMR» (Higgins, Martin et Raynauld, 1970) que revient le mérite d'avoir le premier posé cette question. Faute de données, il n'était cependant pas possible à ce moment d'y apporter une réponse, d'où le débat qui suivit autour de l'impact économique de Montréal sur les autres régions du Québec. La question se posait d'autant plus que la vocation canadienne de Montréal pouvait faire penser qu'elle entretenait au fond relativement peu de liens avec le reste du Québec, que la perte appréhendée des fonctions canadiennes transformerait la ville en «moteur tournant dans le vide», sans espace véritable de polarisation. Il est également nécessaire de rappeler que l'avenir de la langue française n'était pas assuré à Montréal au début des années soixante-dix. Les tendances démographiques y étaient plutôt favorables à l'anglais. Charbonneau, Henripin et Légaré (1970) prévoyaient qu'en 2001 la part des francophones dans la population montréalaise serait comprise entre 52,7 % et 60,0 %. Il s'agissait là d'une baisse importante, car le pourcentage était alors de 66 %. Montréal représentait donc un danger pour le reste du Québec, une menace à sa sécurité culturelle, ce qui rendait l'expansion de la métropole d'autant plus inquiétante. C'est en bonne partie pour régler «le problème montréalais» que l'État québécois est intervenu dans le domaine linguistique au milieu des années soixante-dix. Bref, les relations entre Montréal et le reste du Québec étaient pour le moins problématiques, du point de vue tant culturel qu'économique.

C'est en bonne partie pour mieux saisir les relations économiques entre Montréal et le reste du Québec que l'INRS-Urbanisation a voulu consacrer un programme de recherche à l'étude des flux de biens et de services. Les

résultats de ces recherches (INRS 1977, 1980a, 1980b, 1980c) nous révèlent aujourd'hui un réseau de relations qui établissent clairement la place de Montréal comme centre nerveux du Québec, plus particulièrement au plan des services supérieurs essentiels aux activités économiques. Malgré la position prééminente de Toronto au niveau canadien, Montréal ne s'est donc pas transformée en satellite de la Ville-Reine, au contraire de ce qu'on aurait pu craindre. Pour la plupart des services supérieurs aux entreprises, il semble aujourd'hui plus juste de parler d'un partage des marchés, car Montréal domine très nettement l'ensemble du territoire québécoise (Polèse et Stafford, 1984). Elle joue en quelque sorte vis-à-vis du reste du Québec le même rôle que Toronto vis-à-vis du reste du Canada. Il reste toutefois à voir, étant donné les tendances récentes, si Montréal continuera, à l'avenir, à assumer ce rôle.

Comme centre de services et d'affaires, Montréal est en train de s'adapter à une zone d'influence plus restreinte, un peu comme Vienne, il y a un demi-siècle, après la chute de l'empire austro-hongrois, a dû s'ajuster à un hinterland aux dimensions réduites. Il faut également tenir compte de la relation entre langue et économie, sans exagérer l'importance de l'aspect linguistique. Citons F. Martin (1979) à ce sujet : «Montréal est davantage tourné vers le Québec et devient par le fait même plus français (...) un Montréal fournisseur de services presque exclusivement régionaux devient automatiquement un Montréal plus francophone». En contrepartie, la barrière linguistique assure aux firmes montréalaises (de services) un marché captif qui confère à Montréal son rôle de métropole. En d'autres termes, le marché «naturel» de Montréal s'est rétréci; mais il s'agit au moins d'un marché assuré. Dans ce nouveau contexte, le dynamisme des régions québécoises devient un élément essentiel de l'économie montréalaise. Rappelons que Montréal, comme les autres grandes métropoles occidentales, est aujourd'hui avant tout une ville tertiaire, dont l'économie repose en partie sur l'exportation de services.

La transformation dont nous parlons se manifeste autant dans les perceptions que dans les faits : on prend conscience que l'économie montréalaise est fortement intégrée à celle des autres régions québécoises; on prend conscience qu'il existe souvent une complémentarité de rôles entre les deux, et non pas nécessairement une opposition (Polèse et Stafford, 1984). Si, d'une part, les bureaux montréalais ont besoin des régions comme marché, d'autre part, les entreprises exportatrices des régions ont besoin des services de Montréal pour soutenir leur capacité d'exportation et d'expansion, du moins pour autant que la métropole québécoise puisse effectivement leur fournir les services nécessaires. Dès que l'on prend conscience que le Québec est à son tour un espace économique «ouvert», qui doit exporter pour survivre, la présence de Montréal comme métropole d'affaires apparaît comme un atout essentiel et non plus comme un frein au développement des régions. La «problématique» régionale québécoise s'est en somme radicalement transformée; on ne

lutte plus forcément contre Montréal. Il subsiste évidemment, comme ailleurs, une perception opposant centre et périphérie, mais l'on vise plutôt à redynamiser les régions en faisant appel aux initiatives locales et à l'entrepreneuriat. Le ralentissement de l'urbanisation au cours de la dernière décennie n'a fait qu'accélérer cette transformation des perceptions. À la limite, on pourrait parler d'un renversement complet de la problématique régionale québécoise, dans la mesure où le déclin relatif de Montréal devient désormais un objet de préoccupation pour le reste du Québec.

Mais c'est à l'intérieur de Montréal qu'il faut chercher les changements les plus frappants. Nous faisons allusion aux rapports entre les deux grands groupes linguistiques (francophones et anglophones). Sur ce plan, Montréal a subi une véritable révolution sociale depuis vingt ans. L'ampleur de cette révolution n'est pas encore pleinement connue. Mais on peut signaler quelques aspects qui se prêtent plus facilement à la quantification : le renversement des tendances démo-linguistiques, devenues favorables à la langue française (Mathews, 1984); le rétrécissement visible de l'écart de revenu entre francophones et anglophones (Boulet et Lavallée, 1983); l'essor de la classe d'affaires francophone (Raynauld et Vaillancourt, 1984); les modifications de la géographie résidentielle de la région de Montréal (Veltman, 1983). Ce dernier aspect, sans être le plus spectaculaire, reste un bon indicateur des transformations sociales au niveau urbain. En 1971, la géographie résidentielle de Montréal se caractérisait toujours manifestement par une scission linguistique est-ouest (francophones-anglophones), qui se greffait sur une scission sociale (faibles revenus/hauts revenus) tout aussi évidente. Déjà, pourtant on observait quelques brèches dans ce modèle dualiste (Foggin et Polèse, 1976). Dix ans plus tard, la division est-ouest subsiste, mais on note un mouvement sensible des francophones vers l'ouest, en direction des quartiers plus aisés (pour l'ensemble de l'ouest de la ville de Montréal, la proportion des francophones dépassait 40 % en 1981). Bref, l'ascension sociale des francophones est en voie de modifier sensiblement la géographie résidentielle de Montréal. Nous nous éloignons de la vision traditionnelle d'une métropole anglicisante composée de quartiers francophones pauvres et de quartiers anglophones riches. Certes, il existera vraisemblablement toujours des quartiers majoritairement anglophones; mais il n'est plus possible de parler d'une métropole étrangère au cœur du Québec.

On pourrait peut-être résumer la transformation des quinze dernières années en disant, de façon imagée, que Montréal, au sein de la société québécoise, est passée du statut de ville «problème» à celui de ville «apprivoisée». Et les problèmes urbains qui se poseront à elle à l'avenir seront davantage les problèmes d'une métropole occidentale que des problèmes particuliers.

Finalement, il faut se garder d'interpréter la transformation récente de Montréal comme l'indice du repli

d'une grande ville sur sa petite province. Le rôle d'une métropole comme pôle de développement repose en bonne partie sur sa capacité d'accueillir et de susciter des activités à caractère international. C'est justement là le défi. Il n'existe pas d'incompatibilité nécessaire entre la vocation de métropole régionale (définie par sa zone de polarisation) et la vocation de ville à caractère international, comme en témoignent les exemples de Boston, de San Francisco et même de Vancouver. L'avenir nous dira si Montréal réussira à passer du rôle de métropole canadienne à celui de métropole québécoise sans perdre son rôle international. C'est l'évolution socio-économique de toute la société québécoise qui déterminera, dans une large mesure, le dynamisme futur de sa métropole.

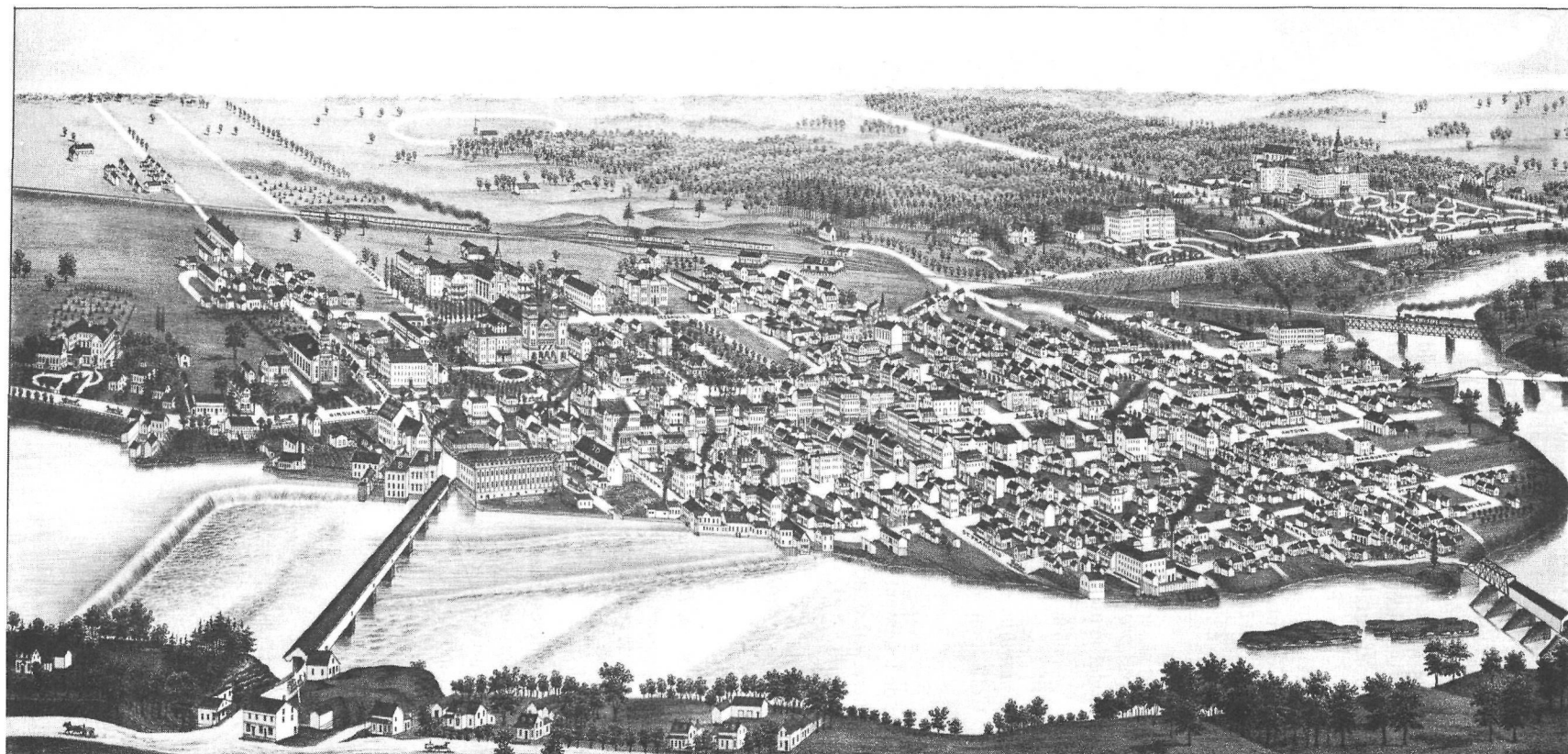
NOTES

1. Hans Blumenfeld, dans Service d'urbanisme de la ville de Montréal, *Urbanisation*, Bulletin technique no 3, 1966, p. 3, sur «l'horizon 2000» de l'agglomération.
2. Tout au long du texte, «Montréal» désigne la région métropolitaine de Montréal (définie par Statistique Canada) et non pas la seule ville de Montréal.

Bibliographie

- Boulet, J.-A. et L. Lavellée (1983), «L'évolution des disparités linguistiques de revenus de travail au Canada de 1970 à 1980», Conseil économique du Canada, document no 245, Ottawa.
- Charbonneau, H., J. Henripin et J. Légaré (1970), «L'avenir démographique des francophones au Québec et à Montréal en l'absence de politiques adéquates», dans *Revue de géographie de Montréal*, vol. 24, no 2, p. 199-202.
- Dansereau, Francine et Peter Foggin (1976), *Quelques aspects du développement spatial de l'agglomération montréalaise*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Études et documents», no 3, 51 p. et 5 cartes.
- Dansereau, Francine et Gérald Fortin (1979), *Les NER de Montréal et de Québec : traits généraux de l'univers et de l'échantillon*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Études et documents», no 15, 80 p. et 53 cartes.
- Dansereau, Francine (1983), «Décroissance et redistribution des positions des groupes sociaux de l'espace urbain», *Les enjeux sociaux de la décroissance*, Actes du colloque de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française, 1982, Montréal, Éditions coopératives Albert St-Martin, p. 173-179.
- Dansereau, Francine (1984), *La réanimation urbaine et la reconquête des quartiers anciens par les couches moyennes : tour d'horizon de la littérature nord-américaine*, Montréal, INRS-Urbanisation, octobre, 28 p.
- Divay, Gérard et Marcel Gaudreau (1982), «L'agglomération de Montréal : velléités de concentration et tendances centrifuges», *Revue canadienne de sciences régionales*, vol. V, no 1, p. 183-199.
- Divay, Gérard et Marcel Gaudreau (1984), *La formation des espaces résidentiels : le système de production de l'habitat urbain dans les années soixante-dix au Québec*, Montréal et Québec, INRS-Urbanisation et Presses de l'Université du Québec, 262 p.
- Foggin, Peter et Mario Polèse (1976), *La géographie sociale de Montréal en 1971*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Études et documents», no 1, 43 p. et 11 cartes. Également publié en anglais : *The Social Geography of Montreal in 1971*, University of Toronto, CUCS, Research Paper No 88, mai 1977, 37 p.
- Higgins, B., F. Martin et A. Raynauld (1970), *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, ministère de l'Expansion économique régionale, Ottawa.
- INRS (1972), *Région Sud : population et emploi, 1951-1986*, dir. : P. Lamonde, Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, étude publiée par l'O.P.D.Q., Québec.
- INRS (1977), *Étude du tertiaire privé dans les agglomérations de l'Abitibi-Témiscamingue*, dir. : F. Dansereau et M. Polèse, Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Montréal, étude publiée par l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.), Québec.
- INRS (1980a), *Pour développer l'achat régional : étude des flux de biens et de services dans la région de l'Outaouais*, dir. : A. Bailly, Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Montréal, étude publiée par l'O.P.D.Q., Québec.
- INRS (1980b), *Les flux de biens et de services dans la région de l'Amiante — quelques résultats préliminaires*, dir. : M. Polèse, Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Montréal, étude effectuée pour le compte du ministère des Transports du Québec, Québec.
- INRS (1980c), *Pour développer l'achat régional dans l'Estrie : étude des flux de biens et de services*, dir. : M. Samson, Institut national de la recherche scientifique-

- Urbanisation, Montréal, étude publiée par l'O.P.D.Q., Québec.
- Lamonde, Pierre, Jacques Ledent et Mario Polèse (1984), *Perspectives d'emplois et de population pour la région métropolitaine de Montréal, par zone d'analyse — Horizon 1996*, étude effectuée pour le Service de la planification du territoire de la CUM, Montréal, INRS-Urbanisation, 312 p.
- Lamonde, Pierre et Mario Polèse (1984), «L'évolution de la structure économique de Montréal 1971-1981 : désindustrialisation ou reconversion ?», *L'Actualité économique*, vol. 60, no 4.
- Lithwick, N.H. (1970), *Le Canada urbain, ses problèmes et ses perspectives*, Société centrale d'Hypothèques et de Logement, Ottawa.
- Martin, F (1979), *Montréal : les forces économiques en jeu*, Institut de recherche C.D. Howe, Collection «Accent Québec», Montréal.
- Mathews, Georges (1983), «La demande de logement : vers la transition», 1982, *Actualité immobilière*, vol. 6, no 4, p. 64-70.
- Mathews, Georges (1984), *Le choc démographique*, Montréal, Boréal Express, 207 p.
- Polèse, Mario et Jean-Claude Thibodeau (1977), *Distance de Montréal et développement économique urbain*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Rapports de recherche», no 2, 140 p. et 9 planches.
- Polèse, Mario et Robert Stafford (1982), «Une estimation des exportations de services des régions urbaines : l'application d'un modèle simple au Canada», *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 5, no 2.
- Polèse, Mario et Robert Stafford (1984), «Le rôle de Montréal comme centre de services : une analyse pour certains services aux entreprises», *Actualité économique*, vol. 60, no 1, p. 39-57.
- Raynauld, André et F. Vaillancourt (1984), *L'appartenance des entreprises. Le cas du Québec en 1978*, Conseil de la langue française, Québec.
- Termote, Marc et Jaël Mongeau (1982), *L'ampleur de la contre-urbanisation au Québec*, Montréal INRS-Urbanisation, 31 p.
- Termote, Marc (1984), «La désurbanisation du Québec», Actes du colloque *L'aménagement du territoire c'est aussi l'aménagement des campagnes*, UQAM, département de géographie, Études et recherches, no 84-02, p. 61-75.
- Thibodeau, Jean-Claude et Mario Polèse (1976), *Les effets d'entraînement de Montréal sur les autres régions du Québec*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Études et documents», no 5, 27 p.
- Thibodeau, Jean-Claude (1976), *L'impact de Montréal sur les zones agricoles périphériques*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Études et documents», no 4, 32 p. et 2 cartes.
- Thibodeau, Jean-Claude (1984), «Une urbanisation mieux contenue, une agriculture qui se régénère : la loi 90 de protection des sols agricoles à la périphérie de la communauté urbaine de Montréal», *Les cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France*, no 73, septembre, p. 27-36.
- Veltman, Calvin (1983), «L'évolution de la ségrégation linguistique à Montréal, 1961-1981», *Recherches sociographiques*, vol. XXIV, no 3.



1. PALAIS DE JUSTICE.
2. CATHÉDRALE.
3. SYRÈNE.
4. ÉGLISE DE PAROISSE.
5. FÉLIX RAO.
6. PRÉSENTATION.
7. SÉMINAIRE.
8. MANUFACTURE DE LAINE.

VUE A VOL D'OISEAU DE
ST. HYACINTHE, P.Q.
1881.

9. MANUFACTURE DE L. COTE.
10. JARRET ET LAPERLE.
11. PONDÉRIE, BERTAND.
12. MARQUÉ.
13. ACADEMIE GIBOARD.
14. TANNERIE, DUCLOS & PAYAN.
15. STATION DU GRAND TRING.
16. MANUFACTURE DE PORTES CHASSIS
SERRURES ETC.

Bird's-eye view of Saint-Hyacinthe, Quebec, 1881.

SOURCE: Séminaire de Saint-Hyacinthe.

Vue à vol d'oiseau de Saint-Hyacinthe, Québec, 1881.

SOURCE: Séminaire de Saint-Hyacinthe.